

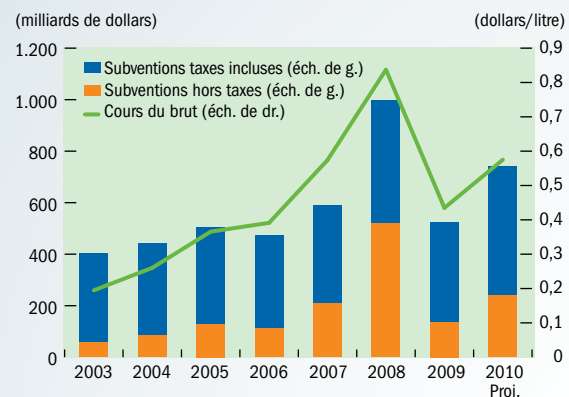
Énergie : les subventions

La baisse des subventions mondiales profiterait énormément à l'environnement et dégagerait l'espace budgétaire dont les pays ont tant besoin

LES SUBVENTIONS mondiales à la consommation de produits pétroliers ont augmenté ces dernières années : de 60 milliards de dollars en 2003, elles sont passées à 520 milliards à la mi-2008, soit un niveau plus de huit fois supérieur. Lorsque les prix de l'énergie se sont envolés pendant cette période, nombre de gouvernements ont préféré relever encore les subventions plutôt que de répercuter intégralement la hausse sur les prix de détail. Bien que les subventions aient nettement diminué au second semestre de 2008 à la suite de la chute des cours du pétrole, elles ont de nouveau augmenté en 2009 lorsque les cours ont rebondi et devraient atteindre près de 250 milliards fin 2010.

Mais le coût économique réel des subventions est encore plus élevé. En principe, les prix des produits pétroliers devraient inclure des taxes destinées à la fois à alimenter les recettes publiques et à compenser les dégâts écologiques aux niveaux national et mondial. Si ces taxes sont trop basses, le résultat est une «subvention fiscale» en faveur du consommateur. Si l'on considère qu'une taxe de 0,30 dollar le litre serait nécessaire pour répondre à ce double impératif, la subvention à la consommation taxes incluses au niveau mondial atteindra, selon les projections, 740 milliards de dollars d'ici fin 2010, ce qui équivaut à 1 % du PIB mondial.

Le rebond des cours mondiaux du pétrole a entraîné une nouvelle hausse des subventions pétrolières.

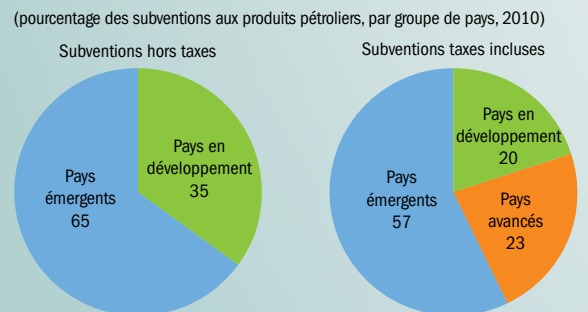


Source : estimations des services du FMI.
Note : Les estimations des subventions sont basées sur les prix en fin d'année et la consommation annuelle de carburants. Pour 2008 et 2009, les estimations sont basées sur les prix en milieu d'année.

Qui subventionne ?

La totalité des subventions hors taxes concerne les pays émergents et en développement, mais les pays avancés représentent une part importante des subventions taxes incluses. Les 250 milliards de subventions hors taxes que les projections laissent entrevoir pour 2010 se répartissent entre pays émergents et pays en développement à raison de 65 % pour les premiers et de 35 % pour les seconds. Quant aux 740 milliards de subventions taxes incluses prévus pour 2010, la répartition est de 57 % pour les pays émergents, 20 % pour les pays en développement et 23 % pour les pays avancés.

La totalité des subventions hors taxes concerne les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés représentent 23 % des subventions taxes incluses.



Source : estimations des services du FMI.



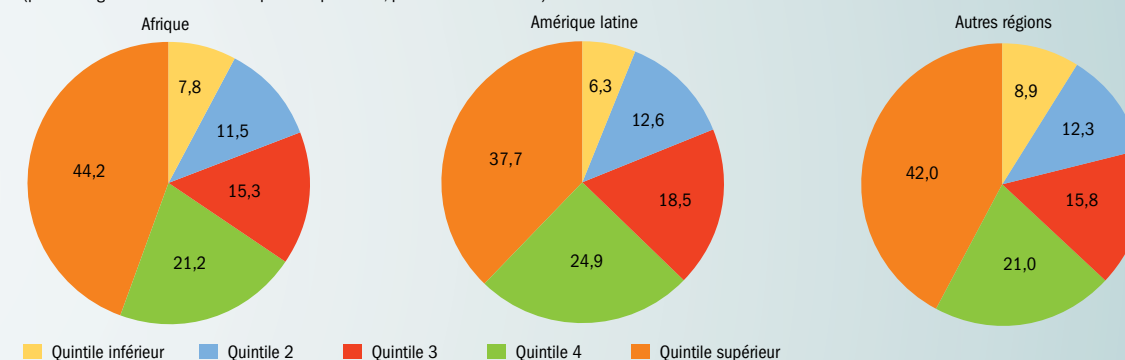
coûtent cher

Qui en profite ?

On croit souvent que les subventions profitent aux plus pauvres, mais ce sont surtout les ménages les plus aisés qui en bénéficient, car ils utilisent davantage de produits pétroliers. Par exemple, en Afrique, 65 % des subventions énergétiques profitent aux 40 % aisés de la population. Mais les avantages procurés par les subventions varient aussi sensiblement d'un produit à l'autre. Les subventions à l'essence sont les plus régressives : plus de 80 % de l'aide qu'elles apportent bénéficient aux 40 % de la population les plus riches.

Ce sont surtout les ménages les plus riches qui bénéficient des subventions.

(pourcentage des subventions aux produits pétroliers, par tranche de revenu)



Source : estimations des services du FMI fondées sur des moyennes des estimations nationales disponibles, d'après des enquêtes auprès des ménages réalisées dans chaque pays sur plusieurs années.

Il y a moyen de faire mieux

Dans nombre des pays qui ont pris des mesures de relance pour atténuer les effets de la crise économique mondiale, les déficits budgétaires se creusent. Une réduction de moitié des subventions taxes incluses ferait baisser ces déficits de 1 % du PIB en moyenne. En outre, le plafonnement des subventions serait très bénéfique pour l'environnement : la réduction de moitié des subventions pourrait conduire à une diminution de 10 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Cela dit, la suppression des subventions même mal ciblées pourrait gravement léser les ménages pauvres. En revanche, il serait possible de cibler les transferts sur les plus nécessiteux. Par exemple, on pourrait supprimer les subventions à l'essence tout en maintenant les subventions au pétrole lampant, qui absorbe une plus grande part des budgets des ménages pauvres. En outre, les économies réalisées par la réduction des subventions pourraient servir en partie à financer les programmes existants en faveur des pauvres, notamment les repas dans les écoles, la baisse des frais d'éducation et de soins de santé et les transferts en espèces. Enfin, l'amélioration des dispositifs de protection sociale pourrait, à terme, rendre moins utiles les subventions énergétiques.

Les campagnes d'information doivent faire comprendre que les subventions énergétiques sont inefficaces, inéquitables et coûteuses. La transparence des comptes publics pourrait faciliter les réformes en mettant les subventions énergétiques en concurrence avec d'autres priorités. La tarification des produits pétroliers selon les lois du marché reste la meilleure façon de procéder, mais les pays peuvent adopter un mécanisme d'ajustement automatique des prix (en fonction de l'évolution des prix internationaux) tout en mettant en place un système d'offre concurrentiel et des moyens de régulation effectifs. Des mécanismes de tarification bien conçus peuvent éviter que les prix de détail ne fluctuent trop à court terme tout en permettant de prendre en compte l'évolution des prix internationaux à moyen terme et de mieux maîtriser la volatilité budgétaire. ■

Préparé par Benedict Clements, David Coady et John Piotrowski. Texte et graphiques fondés sur Petroleum Product Subsidies : Costly, Inequitable, and Rising, publié en 2010 par le FMI. Ce rapport peut être consulté à www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1005.pdf.

